

Discours de Richard FERRAND, Président du groupe La République En Marche

Intervention des forces armées françaises en Syrie

Lundi 16 avril 2018

Monsieur le Président,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mes chers collègues,

Je veux d'abord saluer le courage et le professionnalisme de nos armées qui ont conduit avec succès notre opération en Syrie.

Elle a permis de détruire des installations clandestines de production et de stockage d'armes chimiques. Elle a été conduite avec mesure et responsabilité par les états-majors, en coordination avec nos alliés américains et britanniques.

Menée depuis plusieurs bases situées en métropole et depuis nos bâtiments déployés en Méditerranée, elle constitue une nouvelle preuve des prouesses dont nos aviateurs et nos marins sont capables.

La France leur est reconnaissante, comme elle l'est à l'égard de tous ceux qui s'engagent, sur notre territoire et bien au-delà de nos frontières, pour la sécurité collective.

Le 7 avril, des voix d'enfants, de femmes et d'hommes se sont tues. Encore ! tant ce conflit ne cesse de semer la mort dans toutes les contrées de la Syrie, tant ce conflit réduit en cendres toute trace d'humanité sur cette terre si proche du berceau de la civilisation, tant il fait de ces terres de culture, d'art et d'histoire des champs de désolation.

Le 7 avril, les destins de combattants et de civils ont été mêlés dans une attaque aveugle, barbare.

L'attaque chimique à Douma nous a renvoyés un siècle en arrière, lorsque pour la première fois après Ypres en 1917, ces armes venues des tréfonds de la barbarie humaine ont été utilisées. Nous étions alors à l'aube d'un demi-siècle de ténèbres, où l'humanité a montré ce qu'elle avait de pire en elle.

Depuis, ces armes scélérates avaient été remises au ban de la civilisation ; elles n'ont été utilisées que ponctuellement par des régimes dictatoriaux face à des civils sans défense.

Symbole de sa lâcheté, c'est donc à ce procédé que Bachar AL-ASSAD a recouru pour traquer les derniers opposants qui refusaient encore de lui livrer la Ghouta orientale.

Ce sont nos services, les services de renseignement français, qui nous ont confirmé les informations et les preuves pour conclure que cette attaque chimique a bien eu lieu, et qu'elle est l'œuvre du régime syrien.

Il avait déjà entamé une campagne de bombardements indiscriminés sur des villes entières, sans prendre en compte la nature civile ou militaire des cibles. Surtout, il ne s'agit pas d'une première. Les services d'évaluation français ont ainsi relevé, depuis le 4 avril 2017 et l'attaque de Khan Cheikhoun, au moins 44 signalements d'utilisation d'armes chimiques par le régime.

C'est donc avec raison que le Président de la République avait rappelé, le 29 mai 2017 à Versailles, en présence de Vladimir POUTINE, qu'il ne pourrait y avoir d'utilisation d'armes chimiques contre des populations civiles sans que la France ne réagisse. C'est ce qu'elle a fait, et elle a eu raison.

Aux souffrances des peuples ne peut répondre une indifférence coupable, un lâche silence. La seule compassion n'est pas une réponse à la barbarie : la décision du Président de la République de frapper les installations d'armes chimiques était la réponse qui s'imposait.

Nous connaissons tous le poids d'une telle décision.

Cependant, sans l'action des forces françaises, avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni, Bachar AL-ASSAD aurait pu disposer des capacités détruites contre son peuple, voire même contre ses voisins.

Désormais, le régime AL-ASSAD sait que le sentiment d'impunité ne vaut plus, qu'il ne pourra plus gazer son peuple sans riposte certaine, quelle que soit la posture de ses protecteurs.

Il ne fait aucun doute que les 3 résolutions des Nations-Unies, adoptées à l'unanimité, la résolution 22.54 sur le processus politique en Syrie, la résolution 21.18 sur l'interdiction absolue des armes chimiques, et la résolution 21.04 sur le droit humanitaire, fondent parfaitement l'action conduite ; le protocole de 1925, puis la convention de Paris en 1993 à l'initiative de François MITTERRAND, fondent également et parfaitement notre action.

Le Conseil de sécurité s'est d'ailleurs refusé à condamner l'initiative de la coalition.

Depuis samedi, nous entendons ceux pour qui cette opération militaire serait de trop, ou inutile, ou insuffisante.

Les premiers condamnent, sans rien proposer, et en vérité choisissent le silence contre l'action, les vociférations pour ne rien faire.

Nous, nous préférons la France qui agit pour une Syrie insoumise, pour une Syrie libre !

D'autres sont sceptiques, dubitatifs, les mêmes qui exaltent la France debout mais qui la voudraient couchée. Alors même que c'est en se fondant sur des renseignements souverains, que notre pays a affirmé l'autonomie de nos choix stratégiques et de nos choix d'engagement.

Les derniers, enfin, jugent l'intervention insuffisante, là où ils avaient par le passé échoué à la conduire, certes par défaillance d'alliés.

Chacun se souvient de l'émotion nationale, mondiale, suscitée par la photo du corps sans vie du petit Aylan, échoué sur un rivage de Turquie.

Aujourd'hui, ce sont ses frères, ses sœurs et ses parents que l'on gaze, et il nous faudrait fermer les yeux, nous cacher ou dissenter sur le droit international.

Il ne suffit pas de pleurer sur le sort des victimes, de cultiver une distance théorique avec l'Histoire : la grandeur du devoir est d'agir. La puissance de la France permet de faire respecter le droit humain, nous ne serons pas de ceux qui préféreront expliquer, par une indignation à géométrie variable, que la France se placerait en infraction quand elle va sauver des vies.

Quand la France aux yeux du monde est grande, notre assemblée n'a pas le droit d'être petite. Le général DE GAULLE aimait à rappeler que la politique la plus coûteuse et la plus ruineuse était d'être petit.

Personne n'aime le bruit des bombes, mais nous honnissons plus encore les cris étouffés des victimes gazées.

L'action militaire doit être mise au service de l'action diplomatique : je salue l'initiative du gouvernement d'avoir aujourd'hui déposé un projet de résolution vers la paix au Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Mes chers collègues, nous sommes les représentants de la Nation.

Les tactiques marécageuses, les parallèles infondés ou les élucubrations de mauvaise foi n'ont pas leur place dans des circonstances aussi graves. Ils donnent du crédit à un dictateur et à un régime qui pourtant ont fait de la brutalité et de l'inhumanité une marque de pérennité. Ils viennent délégitimer l'action de nos armées, le travail de nos services de renseignement mais également des ONG qui, sur place, ont relayé l'atrocité de l'attaque perpétrée par le régime syrien.

Le doute qui pourrait être instillé est dangereux.

Mes chers collègues, nous ne pouvons pas continuer à détourner le regard pour rendre l'horreur supportable. La décision du Président de la République était celle qui s'imposait, parce qu'elle affronte en face une réalité inhumaine.

C'est pour cela, Monsieur le Premier ministre, que je souhaite affirmer le soutien sans faille du groupe La République en Marche à l'opération conduite par nos armées le 14 avril dernier en Syrie.